



Date d'adhésion : juin 2014  
Population : 15,41 millions

# Cambodge



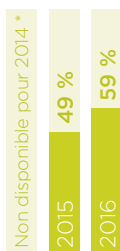
\*Sources de données détaillées dans l'Annexe No 1.

## Transformations institutionnelles en 2015 - 2016

### Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

Le Groupe de travail cambodgien pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle se réunit tous les deux mois, depuis 2014. Au cours de l'année dernière, un nouveau sous-groupe de travail traitant également des questions d'eau, assainissement, hygiène a été créé. Des réseaux avec les parties prenantes ont

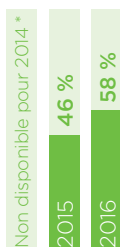
également été mis en place, et un réseau du secteur privé a été créé, avec le nombre remarquable de 31 organisations adhérant à l'alliance de la société civile. Récemment, un groupe de travail technique sur la protection sociale, la sécurité alimentaire et nutritionnelle a été créé au Cambodge.



### Garantir un cadre politique et juridique cohérent

En 2015 - 2016, l'alliance de la société civile SUN et le réseau des Nations Unies ont soutenu des analyses rapides de situation, menées pour évaluer les lacunes et les besoins dans les domaines de la promotion des substituts du lait maternel, de l'iodation du sel et de la prise en charge de la malnutrition aiguë. Un plan d'action pour l'eau, l'assainissement et

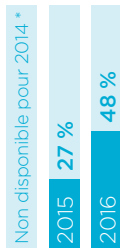
l'hygiène (WASH) assorti des lignes directrices a été élaboré par le ministère du Développement rural, tandis que le ministère de l'Agriculture, des forêts et des pêches a élaboré un plan sur l'eau, l'assainissement et l'hygiène en rapport avec l'agriculture ; en plus de divers autres plans et lignes directrices.



### Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Entre 2014 et 2015, la plupart des parties prenantes SUN ont réussi à aligner leur travail sur les politiques et stratégies nationales de nutrition, en particulier la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle 2014 - 2018 dont 90 % des indicateurs de suivi conjoints sont élaborés en se fondant

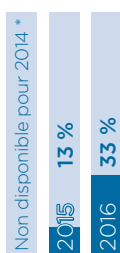
sur la redevabilité mutuelle pour les résultats de développement. En outre, le réseau des Nations Unies rend compte chaque année des priorités du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF, d'après ses sigles en français).



### Suivre les financements et mobiliser les ressources

En 2015, le gouvernement a commencé à mettre en œuvre son programme de nutrition, qui avait été budgétisé et chiffré auparavant. À ce jour, il n'existe pas de ligne budgétaire spécifique à la nutrition, car la plupart des interventions sont classées comme des programmes de santé. Cependant, 16 organisations non gouvernementales sur 20 et les membres du réseau des Nations Unies indiquent dans leurs

rapports qu'ils ont dépensé 2,8 millions de dollars en 2015 pour des interventions en matière de nutrition. Une analyse récente montre que le ministère de la Santé a alloué environ 800 000 dollars ca. à la nutrition ; le ministère du Développement rural, 2,5 millions de dollars ; le ministère de l'Agriculture, des Pêches et des Forêts, 16 millions de dollars.



## PRIORITÉS 2016-2017

- Examiner la Stratégie nationale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle afin de définir les parties prenantes et d'examiner les questions d'actualité telles que la double charge de la sous-nutrition et de l'obésité.
- Développer le plaidoyer et la recherche, pour pouvoir en outre faire participer d'autres parties prenantes clés comme le ministère de l'Économie et des Finances.
- Promouvoir les indicateurs de suivi conjoints non encore mis en œuvre sur l'enrichissement des aliments et promouvoir l'augmentation du financement public.